



RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

lettre d'information

BIOÉNERGIE

Partenariat mondial sur les bioénergies



LES BIOÉNERGIES OFFRENT DE NOUVELLES ET NOMBREUSES POSSIBILITÉS, mais si leur développement n'est pas mené avec prudence, elles peuvent également comporter des risques importants. Le partenariat mondial sur les bioénergies (GBEP) a été mis en place, en 2006, avec le souci d'une approche intergouvernementale cohérente pour des bioénergies durables.

La FAO est un des partenaires fondateurs du GPEP, dont le Secrétariat est hébergé au siège de la FAO, à Rome. Actuellement, le GPEP compte 36 partenaires, dont 23 gouvernements et 13 organisations internationales, plus 32 observateurs, dont 22 gouvernements et 10 organisations internationales. Le groupe de travail chargé de la surveillance du GPEP, nouvellement mis en place, est présidé par l'Italie et co-présidé par le Brésil.

« Les activités du groupe de travail sur la durabilité répondent directement au mandat que les dirigeants du G8 ont attribué au GBEP, au cours des dernières années et elles ont joué un rôle essentiel pour faire avancer le travail du GBEP », déclare Michela Morese, coordonnatrice du projet GBEP. « Le processus participatif constitue une composante essentielle du partenariat mondial sur les bioénergies et le groupe de travail joue un rôle important pour informer sur la fonction de décision du partenariat, faciliter l'accès à l'information sur les bioénergies durables et fournir des mesures scientifiques destinées à assurer la durabilité. Nous sommes très heureux d'annoncer qu'une liste de 24 indicateurs de durabilité a été approuvée par les gouvernements actifs au sein du GBEP ».

Vingt quatre indicateurs de durabilité du GBEP ont été approuvés. Ils reposent sur trois piliers – environnemental, social et économique – avec une attention spécifique

sur l'interdépendance qui existe entre ces trois piliers.

Jonathan Reeves, chargé de programme au GBEP, a travaillé sur le processus d'approbation de ces indicateurs et il a noté l'existence d'un « processus politique et technique de nature très participative. Les gouvernements ont été étroitement impliqués tout au long de la conception de ces indicateurs et ils mobilisé leurs spécialistes techniques pendant l'ensemble du processus. C'est pourquoi les gouvernements participants manifestent un fort sentiment d'appropriation à l'égard de ce programme et nous avons d'ailleurs reçu de nombreuses manifestations d'intérêt pour participer aux prochains projets pilotes. »



Le partenariat mondial des bioénergies va maintenant s'attacher à affiner les vingt quatre indicateurs et mettre en place un processus de consultation. Il a également entrepris d'identifier les pays pilotes qui appliqueront les nouveaux indicateurs, ce qui constitue une étape importante pour l'évaluation de leur utilité sur le terrain et pour s'assurer que ces mesures trouveront leur place dans les processus nationaux de planification. Un premier rapport, contenant des informations complémentaires sur les indicateurs est actuellement en cours de finalisation. Il sera soumis, à l'automne 2011, au Sommet du G 20.



Pour en savoir plus :
[Site du Partenariat mondial des bioénergies](#)
[Indicateurs de durabilité du partenariat mondial des bioénergies](#)

RESSOURCES NATURELLES

Le bulletin d'information sur les ressources naturelles et l'environnement



BIENVENUE DANS CE NOUVEAU NUMÉRO de la lettre d'information des ressources naturelles et de l'environnement.

Dans ce numéro, nous examinerons le Partenariat mondial sur les bioénergies et le travail important qu'il a entrepris – en collaboration avec les gouvernements et les institutions internationales – pour formuler des indicateurs de durabilité pour les projets de bioénergie.

Nous nous intéresserons aussi à l'Initiative 'Aliments pour les villes', une approche intégratrice pour coordonner les activités de la FAO dans les zones urbaines et périurbaines et pour partager les bonnes pratiques avec d'autres organisations internationales et de la société civile.

Enfin, nous vous présenterons le nouveau rapport sur l'eau « Changement climatique, eau et sécurité alimentaire ».

Pour en savoir plus:

Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<http://www.fao.org/nr/nr-home/fr/>

RÉGIMES FONCIERS

L'initiative de la FAO 'Aliments pour les villes'

« LA FAO EST GÉNÉRALEMENT PERÇUE comme une organisation travaillant principalement pour les zones rurales », indique Paul Munro-Faure, fonctionnaire principal à la Division du Climat, de l'énergie et des régimes fonciers et Président de l'initiative 'Aliments pour les villes' de la FAO, « mais, aujourd'hui, avec le développement démographique rapide que nous connaissons, un des défis majeurs auxquels nous sommes confrontés est celui de nourrir des populations urbaines en plein essor et de gérer au mieux les terres et les ressources naturelles qui entourent les villes ».



L'an dernier, pour la première fois dans l'histoire, plus de 50% de la population mondiale résidait dans les villes. Les démographes prévoient, à l'horizon 2050, au moment où les villes seront confrontées aux effets du changement climatique, que plus de 70% des habitants de la planète seront des citadins.

Cette urbanisation rapide va créer une pression énorme sur l'approvisionnement en nourriture et en eau – dans des conditions adéquates et sûres – pour des populations urbaines en pleine expansion, notamment dans les pays en développement, où une partie de la croissance urbaine se produit dans les bidonvilles. C'est pour répondre à ces nouveaux défis que la FAO a mis en place, en 2000, l'initiative 'Aliments pour les villes'.

Cette initiative s'emploie à mieux coordonner le travail sectoriel de la FAO dans les zones urbaines et périurbaines et à partager ses expériences et bonnes pratiques avec d'autres organisations internationales, les collectivités locales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et les organisations de la société civile. Elle soutient les initiatives inter-agences, et en particulier le Groupe de référence du Comité permanent 'Relever les défis humanitaires en milieu urbain' et collabore directement, principalement avec UN HABITAT, mais aussi avec le Programme alimentaire mondial, dans le cadre du 'Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire'.

L'initiative 'Aliments pour les villes' de la FAO a joué un rôle déterminant en matière de promotion de l'éducation nutritionnelle; de renforcement de la sécurité sanitaire des aliments; de soutien à production horticole urbaine et périurbaine; d'amélioration de l'accès à des technologies d'irrigation de qualité; d'appui au petit élevage et à la production laitière; de promotion de la foresterie urbaine et périurbaine; d'amélioration des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire en milieu urbain; et de soutien d'urgence aux personnes déplacées dans leurs propres pays et à d'autres communautés vulnérables, victimes de catastrophes dues à des phénomènes naturels et à l'action de l'homme.

L'initiative 'Aliments pour les villes' s'appuie sur une approche des systèmes alimentaires centrée sur la population, ses écosystèmes et travaille au renforcement des liens entre le monde urbain et le monde rural. Julien Custot, animateur de l'initiative 'Aliments pour les villes', souligne que « la FAO joue un rôle essentiel pour inscrire l'alimentation et l'agriculture dans l'agenda urbain. Elle s'emploie également à associer les acteurs urbains aux défis de l'alimentation et de l'agriculture, du niveau local au niveau mondial, en y intégrant l'ensemble des parties prenantes ».

Si vous souhaitez en savoir plus sur l'initiative 'Aliments pour les villes', merci de vous connecter sur le réseau mondial pour y échanger vos informations et vos expériences avec les autres participants, originaires d'environ quatre vingt pays.



Pour en savoir plus:

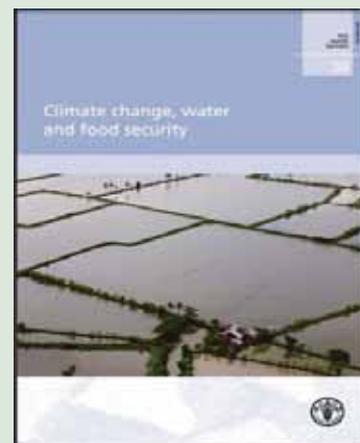
[Aliments pour les villes](#)

[Brochure 'Aliments pour les villes'](#)

[Groupe de diffusion 'Aliments pour les villes'](#)

[Page d'accueil du site Internet des Régimes fonciers](#)

RESSOURCES EN EAU



Nouvelle publication: Changement climatique, eau et sécurité alimentaire

CETTE NOUVELLE ÉTUDE, exhaustive, des connaissances scientifiques actuelles sur les conséquences annoncées du changement climatique en matière d'utilisation de l'eau dans l'agriculture, nous alerte sur les conséquences majeures du changement climatique sur la disponibilité de l'eau au service de la production alimentaire. Ce rapport examine les actions que les décideurs politiques, les experts de l'eau et les agriculteurs devraient entreprendre pour mieux s'adapter à ces nouvelles conditions. Elle s'intéresse également aux effets spécifiques du changement climatique sur différentes régions du monde et se centre sur les actions qu'il est nécessaire d'entreprendre pour aider les pays à évaluer les conséquences probables du changement climatique sur l'agriculture irriguée.

Pour en savoir plus:

[Changement climatique, eau et sécurité alimentaire](#)

[Communiqué de presse: le changement climatique – des conséquences majeures sur les disponibilités en eau pour l'agriculture](#)

[Site internet de la FAO sur l'eau](#)